

La consommation des ménages ralentit en dépit d'une forte décélération des prix

Insee Première • n° 2110 • Juin 2026



En 2025, la dépense de consommation finale des ménages ralentit en volume (+0,4 %, après +0,8 % en 2024), malgré des prix qui augmentent nettement moins que l'année précédente (+0,8 % après +2,2 %). L'année 2025 est marquée par un ralentissement net des prix de la dépense de consommation : les prix diminuent pour l'énergie (-3,0 % après +12,4 %) et les carburants (-4,4 % après -4,6 %) ; ils ralentissent pour les produits alimentaires (+1,1 % après +1,3 %) et pour les restaurants et les services d'hébergement (+2,4 % après +3,2 %). Certaines dépenses alimentaires continuent de baisser en volume, comme les viandes et le poisson, de même que les achats de véhicules et de meubles. En revanche, l'augmentation de la consommation de services se poursuit, notamment les dépenses de restauration et d'hébergement, en progression de plus de 20 % par rapport à 2019.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages diminue de 0,4 % (-0,7 % par unité de consommation) : le revenu disponible brut en euros courants ralentit nettement (+0,5 %) et sa croissance est inférieure à celle des prix. Le taux d'épargne des ménages diminue légèrement. Il s'établit à 17,9 % et reste à un niveau plus élevé qu'avant-crise.

Après des rebonds de +5,2 % en 2021 et de +3,2 % en 2022, suivis d'un fort ralentissement en 2023 et 2024 (+0,8 % chaque année), la **dépense de consommation finale des ménages** ralentit de nouveau en 2025 en volume (+0,4 %) ► **figure 1**. Elle contribue pour +0,2 point à la croissance du produit intérieur brut (PIB, +0,8 %). Les prix de la dépense de consommation progressent à un rythme bien plus modéré en 2025 à +0,8 %, après +2,2 % en 2024 et +7,1 % en 2023 : les prix de l'électricité et du gaz en particulier baissent de 3,0 % après une forte hausse en 2024 (+12,4 %). La hausse de la **consommation effective des ménages**, incluant les dépenses financées par la collectivité, est légèrement plus marquée (+0,5 %). En effet, la dépense de **consommation individualisable** des administrations publiques (APU) croît un peu plus fortement que celle des ménages (+1,1 %), alors que celle des institutions sans but lucratif au service des ménages diminue (-0,2 %).

La consommation de produits alimentaires redémarre, sauf celle en viande et poisson

En 2025, les dépenses en produits alimentaires redémarrent (+1,5 % en volume après +0,2 %) en lien avec une légère décélération des prix (+1,1 % après

+1,3 %). En effet, les dépenses en légumes rebondissent (+2,7 % après -1,0 %) et les dépenses en boissons non alcoolisées se redressent (+0,9 % après -2,1 %). Seules les dépenses en poisson et en viande continuent de baisser.

La consommation en boissons alcoolisées décroît de nouveau en 2025 (-2,3 % après -3,9 %). Les achats de tabac baissent également fortement (-6,4 %, après

-9,1 %) : contrairement aux produits alimentaires, les prix du tabac augmentent fortement (+3,9 % après +9,5 %) en lien avec des hausses de tarifs.

Les dépenses en énergie sont atones malgré des prix qui baissent

Les dépenses de logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles

► Encadré - Les principales sources pour déterminer l'évolution de la consommation des ménages

Le calcul de l'évolution de la consommation des ménages repose principalement sur l'analyse des taux annuels (valeur, volume, prix), sauf pour les années de base où les niveaux sont directement fixés. Pour estimer ces évolutions, de nombreuses sources statistiques sont mobilisées.

Parmi elles figurent d'abord les sources internes à l'Insee, tels que les indices des prix à la consommation (IPC), les indices de chiffre d'affaires (CA3), les indices de prix à la production (IPP) ou encore les indices de la production industrielle (IPI). Ces indicateurs permettent de suivre l'activité économique et les variations de prix. D'autres données sont issues d'organismes administratifs, comme les comptes satellites (santé, logement, éducation), l'Autorité de régulation des communications et des postes (Arcep) ou encore la Banque de France. Elles fournissent des informations détaillées sur des secteurs spécifiques. Des sources externes complètent le dispositif, notamment les panels de consommateurs et de distributeurs (GfK, NielsenIQ, *Worldpanel by Numerator*) ainsi que des organismes professionnels (le comité professionnel du pétrole CPDP, l'Institut de Prospective et d'Études de l'Ameublement IPEA, etc.).

Les résultats de chaque année sont publiés en trois étapes : un compte provisoire (année N+1), un compte semi-définitif (N+2) et un compte définitif (N+3). Cette révision progressive s'explique par des dates de disponibilité différentes selon les sources. L'intégralité des informations n'est pas disponible dès le compte provisoire. C'est la raison pour laquelle les séries de consommation des ménages sont revues entre le compte provisoire et le compte semi-définitif, puis entre le compte semi-définitif et le compte définitif, en fonction de la disponibilité des sources de données.

augmentent au même rythme que l'an passé (+1,0 %). Les dépenses de **loyers réels** augmentent à un rythme légèrement moins soutenu qu'en 2024 (+1,7 % après +2,1 %), mais suivent globalement un rythme stable depuis 2015. Les dépenses de **loyers imputés** augmentent de 1,2 % en 2025, dans la tendance des années précédentes. Les dépenses des ménages en électricité, gaz et autres combustibles sont atones (+0,4 %, après +0,5 % en 2024), malgré des prix en baisse à la suite de plusieurs années de fortes hausses (-3,0 % en 2025, après +12,4 % en 2024).

Les dépenses en transports sont quasi stables

Les dépenses en transports sont quasi stables (-0,1 % en 2025 après +2,0 %). Les achats de véhicules baissent nettement après une quasi-stabilité en 2024 (-4,8 % après -0,2 %), et les dépenses en carburant diminuent légèrement (-0,4 % après +0,3 %) malgré des prix qui continuent de baisser (-4,4 % après -4,6 %). Les dépenses en services de transport (transport ferroviaire et aérien notamment) ralentissent à +3,1 % après +5,0 % en 2024.

Les dépenses de loisirs sont en légère baisse après le dynamisme de la période olympique

Les dépenses en loisirs, sport et culture sont en baisse en 2025 après une année 2024 en hausse en lien avec les Jeux olympiques de Paris (JOP, -0,2 % après +2,2 % en volume), avec des effets contrastés selon les postes de dépenses.

Les dépenses en services récréatifs sont en repli (-1,2 % après +8,0 %), contrecoup des achats de billets en 2024, notamment pour

► 1. Évolution de la consommation des ménages par fonction

Fonction	Évolution en volume		Évolution entre 2019 et 2025, en volume ³	Écart à la tendance 2011-2019 en 2025 en volume ⁴	Évolution en prix		Valeur 2025 (en milliards d'euros)
	2024	2025			2024	2025	
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,2	1,5	-0,4	-6,0	1,3	1,1	192,8
Produits alimentaires, dont :	0,4	1,6	-0,4	-5,7	1,2	0,6	175,7
Pains et céréales	3,1	2,0	15,9	4,6	1,3	0,6	35,7
Viandes	-1,3	-0,6	-11,9	-7,3	0,1	0,8	33,4
Poissons et crustacés	-3,1	-1,5	-20,6	-5,0	0,7	1,2	7,3
Légumes	-1,0	2,7	-6,4	-15,6	2,0	-1,8	20,4
Boissons non alcoolisées	-2,1	0,9	-0,4	-9,3	2,2	6,8	17,1
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants, dont :	-5,7	-3,3	-15,5	-11,1	5,1	1,6	49,9
Boissons alcoolisées	-3,9	-2,3	-12,0	-13,4	1,6	0,3	20,9
Tabac	-9,1	-6,4	-27,8	-14,7	9,5	3,9	23,6
Articles d'habillement et chaussures	0,1	-2,8	-10,6	-9,9	0,5	0,8	43,6
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles, dont :	1,0	1,0	6,4	1,5	3,8	1,2	433,0
Loyers réels	2,1	1,7	15,1	5,4	2,5	2,5	80,1
Loyers imputés	1,1	1,2	7,3	-0,4	1,9	1,6	226,8
Entretien et réparation des logements	-1,1	-1,6	5,7	7,8	2,5	2,3	33,5
Électricité, gaz et autres combustibles	0,5	0,4	-10,3	-4,1	12,4	-3,0	66,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer, dont :	-1,6	-1,1	-4,5	-8,7	-0,5	-0,4	57,0
Meubles, articles d'ameublement et tapis	-3,7	-1,6	-9,4	-11,5	-0,8	0,0	17,4
Appareils ménagers	2,1	2,3	8,5	-6,2	-2,4	-2,6	12,1
Santé	4,8	2,4	16,5	8,2	1,0	1,6	61,0
Transports, dont :	2,0	-0,1	-2,3	-6,6	0,3	-0,2	194,9
Achats de véhicules	-0,2	-4,8	-15,3	-17,6	0,9	3,0	40,4
Carburants, lubrifiants	0,3	-0,4	-7,4	-9,1	-4,6	-4,4	49,5
Services de transports	5,0	3,1	1,0	-6,3	2,9	0,5	37,3
Information et communication, dont :	2,1	3,4	20,7	3,1	-0,5	-3,0	55,2
Matériel d'information et de communication	2,6	4,1	20,6	-3,4	-5,0	-5,2	14,1
Services d'information et de communication	1,8	3,1	19,7	5,3	1,2	-2,1	40,8
Loisirs, sport et culture, dont :	2,2	-0,2	8,4	4,9	1,5	0,8	107,9
Jeux, jouets, articles de sport	-0,6	3,9	18,6	-0,6	-2,6	-1,6	16,8
Services récréatifs	8,0	-1,2	21,1	10,5	2,4	1,9	38,5
Services culturels	4,4	-0,4	16,0	9,7	2,6	2,0	13,4
Presse, livres et papeterie	-4,3	-4,4	-15,1	15,6	2,6	2,0	10,7
Services de l'enseignement	3,0	0,4	4,0	-6,6	2,7	2,2	11,6
Restaurants et services d'hébergement	2,6	2,3	23,0	16,1	3,2	2,4	141,0
Services de restauration et de débits de boissons	2,5	2,3	24,1	18,1	3,2	2,1	108,9
Services d'hébergement	2,8	2,3	19,2	9,2	3,5	3,3	32,1
Assurances et services financiers	-0,7	0,3	4,8	-3,7	3,0	-0,5	121,3
Assurances	-1,0	-0,4	3,9	-5,1	4,8	7,3	79,7
Services financiers	-0,2	1,3	8,4	2,5	0,2	-12,7	41,6
Soins corporels, protection sociale et biens et services divers	0,8	-0,4	3,6	-0,1	2,0	2,1	96,7
Correction territoriale	13,9	21,6	97,6	219,7	2,1	0,5	-20,0
Dépense de consommation des ménages	0,8	0,4	3,9	-1,4	2,2	0,8	1 545,9
Consommation individualisable des APU¹, dont :	1,2	1,1	7,8	-1,4	2,3	1,4	467,1
Santé	3,0	2,4	16,6	1,4	0,4	0,9	223,2
Éducation	-1,1	-0,4	1,3	-3,3	5,5	1,4	127,4
Action sociale	-0,9	0,2	-1,5	-5,3	3,2	3,1	76,0
Logement	0,4	0,7	-8,6	-11,8	2,5	2,5	15,1
Consommation individualisable des ISBLSM²	1,3	-0,2	7,9	-0,9	3,2	1,8	69,5
Consommation effective des ménages	0,9	0,5	4,9	-1,4	2,2	1,0	2 082,6

1 Administrations publiques.

2 Institutions sans but lucratif au service des ménages.

3 L'évolution est calculée entre les niveaux de 2019 et les niveaux de 2025 exprimés en volumes aux prix de l'année de base 2019.

4 La comparaison des niveaux de consommation à la tendance annuelle d'avant-crise a été réalisée en calculant le niveau qu'aurait eu la consommation si la tendance observée entre 2011 et 2019 sur les volumes, aux prix de l'année de base 2019, avait été prolongée jusqu'en 2025. Pour cela, des niveaux fictifs de 2012 à 2025 ont été calculés par régression linéaire sur une tendance temporelle entre 2011 et 2019, et comparés aux niveaux effectivement observés.

Lecture : En 2025, la dépense de consommation finale des ménages en produits alimentaires et boissons non alcoolisées croît de 1,5 % en volume (après 0,2 %). Cette dépense représente 192,8 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

les JOP, mais aussi pour des jeux de hasard, probablement en lien avec les JOP et le championnat d'Europe de football masculin. Par ailleurs, les dépenses en services culturels (musées, théâtres, cinémas, etc.) diminuent légèrement après une année 2024 dynamique (-0,4 % après +4,4 %).

Les dépenses des ménages en presse, livres et papeterie poursuivent leur chute continue depuis 2007 (-14,9 % entre 2007 et 2025), à l'exception de l'année 2021 (rebond transitoire des achats de livres).

En revanche, les dépenses en jeux, jouets et articles de sport rebondissent (+3,9 % en 2025, après -0,6 %), portées par la sortie d'une nouvelle console de jeux vidéo ainsi que par la croissance des jeux de construction, des cartes à collectionner et des peluches (du fait en grande partie de nouvelles licences issues de sorties cinématographiques). Par ailleurs, le prix de ces produits diminue de nouveau (-1,6 % après -2,6 %).

Les dépenses en hébergement et restauration décèlent, à +2,3 % en 2025 après +2,6 % en 2024, en dépit de prix qui ralentissent (+2,4 % après +3,2 %). Néanmoins, ces dépenses sont en progression de plus de 20 % par rapport à 2019.

La consommation en meubles et appareils ménagers baisse pour la quatrième année consécutive

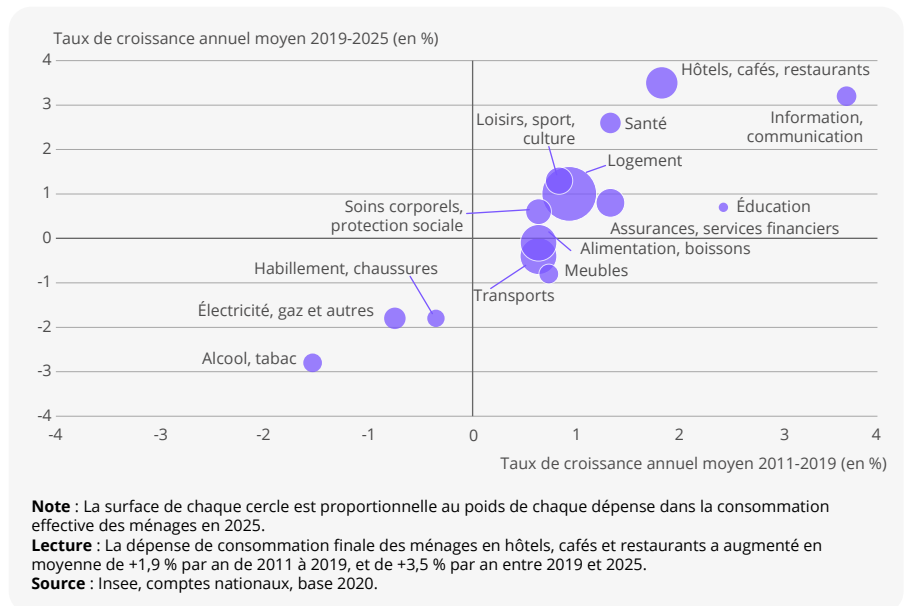
La consommation en meubles et appareils ménagers baisse de 1,1 % en volume en 2025, après -1,6 % et -5,0 % les deux années précédentes, ce malgré des prix qui continuent de baisser (-0,4 % après -0,5 %). Cependant, si les achats de meubles, articles d'ameublement et tapis baissent pour la quatrième année consécutive (-1,6 % en 2025), les achats d'appareils ménagers continuent d'augmenter en 2025 (+2,3 % après +2,1 %), notamment grâce au succès de nouveaux produits comme les aspirateurs laveurs, ou de produits en lien avec les chaleurs élevées de l'été 2025 (climatiseurs et ventilateurs).

Par ailleurs, les achats d'habillement et de chaussures baissent à nouveau en 2025 : -2,8 % après +0,1 %. Le prix de ces articles accélère légèrement à +0,8 % après +0,5 % en 2024.

La consommation en santé ralentit mais reste dynamique

La consommation des ménages en santé est en grande partie prise en charge par les administrations publiques (78,5 % de la consommation totale effective). Ainsi, les dépenses des ménages (avant paiements et remboursements des mutuelles) n'en représentent que 21,5 %.

► 2. Taux de croissance annuels moyens entre 2011 et 2019 et entre 2019 et 2025



Entre 2024 et 2025, la dépense en santé, quel que soit son financement (ménages ou administrations publiques), ralentit mais reste dynamique. Cela s'explique essentiellement par l'augmentation de la consommation en volume des médicaments (+5,1 % pour les ménages et +8,0 % pour les dépenses remboursées par les administrations publiques), tandis que les dépenses en volume de services hospitaliers sont contenues (respectivement +1,7 % et -0,9 %). Les prix accélèrent (+1,6 % après +1,0 % pour les ménages et +0,9 % après +0,4 % pour les administrations publiques) en lien avec la hausse du prix des consultations chez les généralistes et spécialistes intervenue en décembre 2024.

La consommation reste globalement en dessous de sa tendance d'avant-crise

En 2025, en volume, la dépense de consommation effective des ménages dépasse son niveau de 2019 (+4,9 %, +3,9 % uniquement sur le champ de la consommation des ménages), mais est inférieure au niveau qu'elle aurait atteint si elle avait évolué selon sa tendance d'avant-crise sanitaire (-1,4 % par rapport à la tendance 2011-2019). C'est le cas de nombreux postes de dépenses ► **figure 2**.

En particulier, les dépenses en boissons alcoolisées et tabac, très affectées en 2020 par la crise sanitaire, restent en 2025 très en deçà de leur tendance d'avant-crise (-11,1 % par rapport à la tendance 2011-2019), mais aussi de leur niveau de 2019 (-15,5 %). De même, les dépenses en articles d'habillement et en chaussures sont en deçà de leur niveau de 2019 ainsi que de leur tendance d'avant-crise (-9,9 %), tout comme les dépenses en meubles et articles de ménage et entretien

courant du foyer (-8,7 % par rapport à la tendance), en transport (-6,6 %) et en produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-6,0 %). À l'inverse, quelques postes de dépenses dépassent en 2025 leur tendance d'avant-crise : les dépenses en hébergement et restauration (+16,1 %), de santé (+8,2 %), les dépenses en loisirs, sport et culture (+4,9 %) ou encore les dépenses en information et communication (+3,1 %).

Les dépenses des touristes étrangers en France augmentent

En 2025, les dépenses des touristes étrangers en France (77,5 milliards d'euros, +7,8 %) augmentent davantage que celles des résidents français à l'étranger (57,5 milliards d'euros, +3,6 %). Ces deux postes de dépenses touristiques dépassent sensiblement leur niveau d'avant-crise, tout comme leur solde – la différence entre les dépenses des résidents français à l'étranger et celles des touristes étrangers en France –, appelé correction territoriale (-20,0 milliards d'euros en 2025, -8,5 milliards d'euros en 2019).

Le pouvoir d'achat des ménages se replie

En valeur, le **revenu disponible brut (RDB)** décélère fortement (+0,5 % en 2025, après +5,0 % en 2024), en raison notamment de la baisse des versements de dividendes en 2025, contrecoup du bond observé en 2024 ► **figure 3**. Dans le même temps, le prix de la dépense de consommation finale des ménages ralentit mais augmente plus vite que le RDB (+0,8 % après +2,2 %). En conséquence, le **pouvoir d'achat** du RDB diminue de 0,4 %, après une croissance de +2,7 % en 2024.

► 3. Taux d'épargne et évolutions de la consommation, des prix et du revenu

en %

Indicateur économique	Moyenne annuelle 2011 - 2019	2022	2023	2024	2025
Consommation effective (en volume)	1,2	3,2	0,8	0,9	0,5
Dépense de consommation (en volume)	1,1	3,2	0,8	0,8	0,4
Prix de la consommation effective	0,7	3,8	6,2	2,2	1,0
Prix de la dépense de consommation	0,7	4,9	7,1	2,2	0,8
Dépenses pré-engagées (en volume)	1,2	0,7	1,1	0,8	1,0
Dépenses pré-engagées (en prix)	0,6	3,4	9,7	3,6	0,3
Revenu disponible brut (en valeur)	1,7	5,3	8,1	5,0	0,5
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	14,4	16,9	17,0	18,5	17,9
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,0	0,4	1,0	2,7	-0,4
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut par UC ¹	0,4	-0,3	0,4	2,2	-0,7
Revenu arbitral (en valeur)	1,6	5,9	6,9	5,2	0,1
Pouvoir d'achat du revenu arbitral	0,8	0,1	1,3	3,8	-1,1
Pouvoir d'achat du revenu arbitral par UC ¹	0,2	-0,6	0,7	3,2	-1,4
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté	1,1	1,2	1,0	2,4	-0,1
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté par UC ¹	0,5	0,5	0,4	1,9	-0,4

1 Unité de consommation.

Lecture : En 2025, le taux d'épargne s'établit à 17,9 %. Il s'établissait en moyenne à 14,4 % entre 2011 et 2019.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

► Définitions

La **dépense de consommation finale des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge. Elle comprend également des dépenses théoriques comme les loyers imputés ou les services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation finale des ménages et des consommations individualisables des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les **consommations individualisables** bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité, en particulier les dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement.

Les dépenses de consommation finale des ménages en logement incluent les **loyers réels** versés par les locataires (aides au logement déduites), mais également les **loyers imputés**, que les propriétaires auraient payés s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Le **revenu disponible brut (RDB)** est le revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Il comprend l'ensemble des revenus d'activité, des revenus de la propriété et des revenus fonciers (y compris les revenus locatifs imputés aux ménages propriétaires du logement qu'ils occupent). On y ajoute principalement les prestations sociales en espèces reçues par les ménages et on en retranche les cotisations sociales et les impôts versés.

Le **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut (RDB) est égal au RDB déflaté à l'aide de l'indice des prix des dépenses de consommation finale des ménages.

Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on divise le revenu par le nombre d'**unités de consommation (UC)**. Celles-ci sont généralement calculées de la façon suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus, 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Les **dépenses dites pré-engagées** sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Ces dépenses comprennent notamment les dépenses de consommation liées au logement, y compris les loyers imputés, et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ; les services de télécommunications ; les assurances (hors assurance-vie) ; les services financiers et les frais de cantine.

Le **revenu arbitral** retire du revenu disponible brut les dépenses pré-engagées.

Le **revenu disponible brut ajusté (RDBA)** ajoute au RDB les dépenses individualisables des APU et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM). Le pouvoir d'achat du RDBA est égal au RDBA déflaté à l'aide de l'indice des prix de la consommation effective des ménages.

Si le pouvoir d'achat du RDB diminue, les dépenses de consommation finale, elles, augmentent légèrement en volume (+0,4 %). Ainsi, le taux d'épargne des ménages baisse légèrement en 2025 à 17,9 % du RDB, après 18,5 % en 2024. Il reste toutefois à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2011 et 2019 (14,4 %).

Une fois ramené au niveau individuel et en tenant compte de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat diminue encore plus (pouvoir d'achat brut par **unité de consommation**) : -0,7 % en 2025, après +2,2 % en 2024.

En valeur, les **dépenses dites pré-engagées** augmentent en 2025 (+1,3 %), portées notamment par les dépenses en logement et énergie (+2,2 %). Ces dépenses augmentent plus que le RDB (+0,5 %) : une fois déduites ces dépenses, le **revenu arbitral** est donc légèrement moins dynamique que le RDB (+0,1 %). En volume, le pouvoir d'achat du revenu arbitral diminue de 1,1 %, plus fortement que le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (-0,4 %). En effet, le prix des dépenses pré-engagées est moins dynamique que le reste des dépenses (+0,3 % contre +0,8 % pour le total des dépenses) du fait notamment de la baisse des prix de l'énergie. La prise en compte du nombre d'unités de consommation accentue la baisse du pouvoir d'achat du revenu arbitral (-1,4 %). ●

Paul-Antoine Beretti, Élodie Pereira (Insee)



Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur [insee.fr](https://www.insee.fr)

► Méthodes

Dans l'ensemble de cette étude, les évolutions sont exprimées en volume, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

► Pour en savoir plus

• Eguinta J., Héam J.-C., Meinzel P., « [Les comptes de la Nation en 2025 – Le PIB ralentit et le pouvoir d'achat des ménages se replie](#) », Insee Première n° 2105, mai 2026.

Direction générale :
88, avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex

Rédaction en chef :
H. Michaudon,
S. Papon

Maquette :
M. Gazaix

Code Sage : IP262110
ISSN 0997-6252

Directeur de la publication :
Fabrice Lengart

Rédaction :
A. Évrard

[@insee.fr](#)
[@InseeFr](#)
www.insee.fr

© Insee 2026
Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur



Insee